

Informations sur le projet

- **Pays** : Kenya
- **Nom du projet** : Projet d'autonomisation des petits exploitants horticoles : SHEP ; projet d'autonomisation des petits exploitants horticoles et d'Unité de promotion (Smallholder Horticulture Empowerment and Promotion Unit Project) : SHEP UP (coopération technique)
- **Période de coopération** : 2006 - 2009 / 2010 - 2015
- **Organisme d'exécution** : Ministère de l'Agriculture

1. Contexte et résumé du projet

Le secteur agricole joue un rôle important dans l'économie du Kenya. Il contribue à 24 % du PIB et emploie plus de 80 % de la main d'œuvre. Étant donné que plus de 75 % de la production agricole commercialisée sur le marché est produite par les petits exploitants, il est essentiel qu'ils puissent « gagner leur vie » grâce à l'agriculture afin qu'elle devienne une industrie vitale. La JICA a mis en œuvre durant trois ans, à partir de 2006, le « projet d'autonomisation des petits exploitants horticoles : SHEP » qui ciblait les petits exploitants laissés de côté par la remarquable croissance du sous-secteur de l'horticulture, avec pour objectif de développer les capacités des groupes de petits exploitants horticoles et d'améliorer les moyens de subsistance des petits exploitants en augmentant leurs revenus. Le SHEP a encouragé les agriculteurs à orienter leur production vers le marché et la gestion agricole et à améliorer les infrastructures rurales de transport par eux-mêmes, à travers une série de formations et une vaste gamme d'activités. Ceci a eu pour résultat de pratiquement doubler les revenus de 2 500 agriculteurs sur deux ans. Au vu du succès du SHEP, le ministère de l'Agriculture du Kenya a mis en place une nouvelle unité, connue sous le nom de « Unité SHEP », afin d'étendre l'approche du projet au niveau national. Le « projet d'autonomisation des petits exploitants horticoles et d'Unité de promotion : SHEP UP », qui est actuellement en cours de réalisation, vise à promouvoir l'horticulture auprès des petits exploitants par un soutien aux activités mises en œuvre par l'Unité dans tout le pays.

2. Situation socio-économique en milieu rural au Kenya du point de vue sexospécifique

Les femmes prennent en charge de 70 à 80 % des activités de production agricole dans le domaine de l'horticulture. Elles s'occupent aussi de la plupart des tâches reproductives telles que les activités domestiques et l'éducation des enfants. Le lourd fardeau des tâches productives et reproductives assumées par les femmes amoindrit la productivité agricole et influe négativement sur la qualité de vie des ménages. La production de cultures de rente à grande échelle comme le café, le thé, le maïs et la canne à sucre incombe principalement aux hommes, avec l'aide des femmes qui, de plus, cultivent du sorgho, des bananes et des légumes. Les hommes contrôlent les revenus tirés de la vente des produits agricoles tandis que les femmes ne reçoivent aucune rémunération en contrepartie de leur contribution aux activités agricoles ; la culture dans les jardins familiaux et la vente des légumes traditionnels et des haricots ne leur apportent donc que de faibles revenus.

En général, les hommes détiennent le pouvoir de décision dans le ménage. Les femmes ont un accès limité à la terre, aux formations techniques, aux crédits et aux services de vulgarisation. Dans ce contexte, la motivation des femmes pour l'agriculture tend à diminuer ce qui est un frein à une gestion agricole efficace.

3. Activités intégrant le genre

Diverses activités intégrant la question du genre ont été mises en place pour une gestion agricole efficace et une amélioration de la productivité et des revenus.

(1) Identification des problèmes liés à la répartition des rôles et du pouvoir de décision entre les sexes

La première activité intégrant la question du genre consistait à identifier les problèmes liés au rôle et au pouvoir de décision des hommes et des femmes, dans les zones couvertes par le projet. Pendant que les experts menaient une enquête pour identifier les obstacles nuisant à une gestion agricole efficace, des formations participatives permettaient aux agriculteurs et aux agricultrices de discuter et d'identifier les problèmes sexospécifiques se posant à eux. Ces échanges entre des hommes et des femmes autour des questions de genre, dans le cadre de formations utilisant des outils d'analyse participatifs, ont permis d'éclaircir d'un jour nouveau le rôle et le pouvoir de décision des deux sexes.



(2) Réponse aux problèmes liés à la répartition des rôles et du pouvoir de décision entre les sexes

a. Participation des femmes aux formations : Les femmes ont un accès limité aux offres de formation malgré leur implication dans une vaste gamme d'activités agricoles. Il existe une division claire du travail entre les hommes et les femmes dans l'agriculture du Kenya, si bien que les informations et les techniques qui sont transmises aux hommes ne sont pas nécessairement partagées avec les femmes. Le projet garantit aux hommes et aux femmes les mêmes opportunités de participer aux formations.

b. Établissement du budget familial par le mari et la femme : Dans les zones rurales du Kenya, le mari et sa femme gèrent leurs revenus séparément et ne partagent jamais, d'où le gaspillage et le doublement des dépenses. Le projet a introduit une formation à la gestion du budget familial et a encouragé maris et femmes à gérer leurs revenus conjointement.

(3) Soutien aux activités intégrant durablement le genre

a. Renforcement des capacités sexospécifiques des agents de vulgarisation et du personnel concerné : Une série de formations sur le genre est proposée aux agents de vulgarisation et au personnel concerné des bureaux des services agricoles. À l'issue des formations, des activités de suivi sont aussi menées afin d'assurer la fourniture efficace de services de vulgarisation attentifs aux sexospécificités.

b. Participation des femmes aux groupes d'agriculteurs : Le projet a mis en place un système permettant d'évaluer le niveau de cohésion d'un groupe d'agriculteurs à l'aide de trois paramètres essentiels : le leadership, la coopération entre les membres et l'égalité des sexes. Cette autoévaluation effectuée par les agriculteurs eux-mêmes facilite la participation des femmes aux activités du groupe d'agriculteurs. De plus, le projet encourage le choix de plus de 30 % de femmes comme représentantes de groupes.

4. Impact positif des activités intégrant le genre

(1) Sensibilisation des agriculteurs et des agricultrices en tant que cogestionnaires agricoles

Les maris n'avaient pas l'habitude de considérer leurs femmes comme des agricultrices à part entière. Ils se sont pourtant mis à écouter leur avis sur la gestion agricole quand les revenus issus de l'horticulture ont augmenté grâce à la collaboration de leurs femmes. Autrefois, seuls les hommes prenaient les décisions relatives à l'épandage de produits agrochimiques, à la sélection des cultures et aux investissements agricoles, etc. Lorsque les femmes ont participé aux formations techniques, elles ont aussi pris part aux décisions agricoles. La prise de conscience des hommes et des femmes d'être des cogestionnaires agricoles contribue à tisser des liens de confiance entre un mari et sa femme et à améliorer leurs relations.

Le témoignage d'un agriculteur

Autrefois, j'avais l'habitude de compter mon argent dans les toilettes pour éviter que ma femme ne jette un coup d'œil. Après avoir assisté aux formations SHEP sur l'égalité des sexes, j'ai commencé à apprécier le rôle joué par ma femme et j'ai commencé à la faire participer à la gestion de nos revenus. Nous sommes heureux parce que désormais nous nous respectons tous les deux et aussi parce que nos moyens de subsistance se sont beaucoup améliorés grâce à l'horticulture.

(2) Réduction de la lourde charge de travail des femmes par un changement de comportement

Quand ils ont compris qu'ils avaient avantage à travailler en collaboration avec leurs femmes pour augmenter la productivité et les revenus, les maris ont peu à peu commencé à prêter attention à la lourde charge de travail pesant sur les femmes et ils se sont mis à les aider pour les tâches domestiques et l'éducation des enfants. Les femmes ont alors pu consacrer plus de temps aux activités agricoles grâce à la réduction de leur lourde charge de travail.

(3) Augmentation des revenus grâce à une gestion agricole efficace

Les agriculteurs ayant participé aux activités du projet ont vu leurs revenus augmenter parce qu'ils géraient efficacement les activités agricoles selon une vision à long terme. Les femmes chefs de famille, qui auparavant avaient peu d'opportunités de formation, ont pris part aux groupes d'agriculteurs ainsi qu'aux formations et ont elles aussi augmenté leurs revenus grâce à l'acquisition de nouvelles compétences en gestion.

(4) Renforcement de la motivation des femmes pour l'agriculture grâce à la redistribution des bénéfices

Auparavant, les hommes contrôlaient les revenus et l'agriculture rapportait peu d'argent aux femmes, si bien qu'elles manquaient de motivation pour s'engager dans des travaux productifs. Grâce à l'aide apportée par le projet, les femmes cogestionnaires agricoles ont reçu une partie des bénéfices générés par l'agriculture en contrepartie de leur contribution aux activités agricoles. Cela a renforcé leur motivation pour améliorer la productivité.

Le témoignage d'une agricultrice

Je ne savais pas pourquoi je travaillais. Mais maintenant, je sais que je joue un rôle important dans l'augmentation de nos revenus agricoles. Je peux travailler avec mon mari de manière plus positive parce que plus je travaille, plus mes revenus sont élevés.

5. Impact communautaire positif des activités intégrant le genre

(1) Amélioration du niveau de vie dans la communauté

L'augmentation des revenus et la gestion efficace du budget familial ont contribué à l'amélioration du niveau de vie des ménages, notamment à la scolarisation des enfants dans des écoles privées et à l'achat de pompes à eau. L'amélioration de l'état nutritionnel des enfants a aussi été observée.

(2) Participation des femmes à la prise de décision dans la communauté et autonomisation économique

À travers leur participation aux activités du projet, les femmes expriment leurs opinions avec assurance lors des réunions de la communauté. Le nombre des femmes élues en tant que représentantes des groupes d'agriculteurs a augmenté. De plus, certaines femmes économisent une partie de leur surplus de revenus et démarrent de petites entreprises.

Le SHEP/SHEP UP a démontré que les activités intégrant la question du genre contribuent à l'amélioration de la productivité agricole et des revenus des agriculteurs. L'adoption d'une perspective sexospécifique par les services de vulgarisation agricole du Kenya devrait permettre d'étendre ces effets à toutes les communautés rurales du Kenya.